



## DOCUMENT DE PROJET

### Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)

<b>Titre du Projet : Appui au Désarmement et à la Démobilisation des éléments de la FRPI et la Stabilisation du Sud Irumu en Ituri</b>	<b>Organisation lead : ACIAR</b>
<b>Personne de Contact :</b> Nom : Eric MONGO MALOLO Adresse : 15 avenue du Bassin, Quartier Lumumba, Commune de Mbunya, Ville de Bunia, Ituri, RD Congo Téléphone : +243 (0) 81 305 16 27 E-mail : aciarongd@gmail.com	<b>Membres du consortium : ACIAR</b>
	<b>Agent de Gestion (s'applique uniquement aux ONGI) :</b> <b>Programme de Développement des Nations Unies (PNUD)</b>
	<b>Localité (s) (Province) : ITURI_SUD IRUMU</b>
<b>Durée totale du projet (mois) :</b> Date de démarrage : 01 juin 2020 Date de clôture : 30 novembre 2021	Cout total du Projet : 540 000,32 Budget de partenaire d'exécution : 500 000,32 Frais GMS et activités d'assurance financière : 40 000,32
<b>Description du Projet :</b> <i>Décrivez brièvement l'objectif global, les résultats clés et la stratégie du projet :</i>  <b>OS 1 :</b> « La population de l'Est de la RDC et l'Etat congolais s'engagent dans un processus de dialogue inclusif pour éradiquer le phénomène FRPI et résoudre les conflits liés à ce processus, consolider la paix et créer les bases pour la mise en place d'institutions transparentes, inclusives et effectives ».  <b>Résultat 1.1 :</b> Les acquis du processus FRPI dans la zone ; la sécurité, la cohabitation pacifique et la Paix sont préservés.  <b>Résultat 1.2 :</b> Le Gouvernement de la RDC (à différents niveaux, Local, Provincial et National) et la FRPI ; se mettent d'accord pour lancer les opérations de Désarmement et Démobilisation.  <b>Résultat 1.3. :</b> L'engagement des acteurs politiques pour soutenir le processus FRPI est formel et le plan de communication est opérationnels	



**Note sur l'égalité des sexes (Gender Marker)<sup>1 2</sup>: \_\_\_\_\_**

**Justification de la Note :**

*Décrivez brièvement la méthodologie d'intégration du genre dans les différentes composantes du projet<sup>3</sup>*

La stratégie genre utilisée au cours de ce projet va améliorer les acquis de la stratégie utilisée par ACIAR au sein du Projet Pamoja Kwa Amani. Nous prévoyons atteindre une participation d'environ 37% des femmes dans les activités du projet. Nous allons maintenir un ratio de 50% des femmes dans les équipes d'animation du projet.

Nous allons faciliter une présence active des femmes dans les activités du Projet ; pour faciliter cela nous préconisons d'avoir un ratio de participation des 50% des femmes pour toutes les formations à réaliser pour renforcer le leadership des femmes.

Pour aller plus loin, nous comptons aussi animer des thèmes spécifiques genre liés aux activités de peacebuilding. Nous allons aussi créer des conditions favorables pour faciliter la participation efficace et effective des femmes dans nos activités.

<sup>1</sup> Le score de genre est un outil d'évaluation sur une échelle de 0 à 3, qui indique si un programme est conçu pour assurer que les femmes, les filles, les garçons et les hommes en bénéficieront également ou si le programme a le potentiel de contribuer à l'égalité entre des sexes. Score 3 : projets ayant l'égalité de genre comme principal objectif (actions clairement ciblées) ; Score 2 : projets ayant l'égalité de genre comme objectif significatif (intégration du genre) ; Score 1 : projets intégrant partiellement le genre dans les activités ; Score 0 : projets qui n'intègrent pas l'égalité de genre

<sup>2</sup> A compléter après le score final du Secrétariat Technique.

<sup>3</sup> Pour plus d'informations : voir les lignes directrices pour l'intégration de l'approche genre dans les programmes de stabilisation développé par l'Unité d'Appui à la Stabilisation.



**PAGE DE SIGNATURE<sup>4</sup>**

<b>ACIAR</b>	<b>Deputy Team Leader de L'Unité d'appui à la Stabilisation</b>
Nom du/de la Représentant(e) : Eric Mongo	Nom du/de la Représentant(e) : Jean-Francois Dubuisson
Signature :  10-Jun-2021 Nom de l'Organisation : ACIAR Date et Cachet	Signature :  13-May-2021 Nom de l'Organisation : Date et Cachet 



## **TABLE DE MATIERE**

### **I. Résumé du projet**

### **II. Analyse de contexte, du/des conflits et justification**

- a) Analyse du contexte et des dynamiques de conflit
- b) Justification de l'intervention proposée

### **III. Stratégie d'intervention et de mise en œuvre**

- a) Stratégie d'intervention et opérationnalisation
- b) Stratégie d'engagement politique et de mobilisation
- c) Ancrage/appropriation institutionnelle, durabilité/stratégie de sortie et renforcement de capacités

### **IV. Capacité des organisations de mise en œuvre internationales et locales**

### **V. Gestion et Coordination**

- a) Gestion et coordination du projet
- b) Gestion des risques, des hypothèses et des stratégies de mitigation
- c) Suivi et évaluation
- d) Communication et visibilité de l'I4S/STAREC
- e) Budget

### **VI. Annexes**

Annexe 1 : Cartographie des interventions de stabilisation

Annexe 2 : Plan de travail

Annexe 3 : Matrice des risques, des hypothèses et des stratégies de mitigation

Annexe 4 : Cadre logique (*voir fichier Excel*)

Annexe 5 : Cadre logique ISSSS (*voir fichier Excel*)

Annexe 6 : Guide au processus d'harmonisation

Annexe 7 : Budget (*voir fichier Excel*)

Annexe 8 : Lignes directrices budgétaires

Annexe 9 : Lignes directrices pour l'intégration de l'approche genre



## I. Résumé du projet

### RÉSUMÉ DE PROJET Fonds de Cohérence pour la Stabilisation

<b>Numéro du projet<sup>5</sup> :</b>	
<b>Intitulé du projet :</b>	Appui aux opérations de Désarmement et de Démobilisation des éléments de la FRPI et la Stabilisation du Sud Irumu en Ituri
<b>Organisation lead :</b>	ACIAR
<b>Membres du consortium :</b>	ACIAR
<b>Des organisations bénéficiaires<sup>6</sup> :</b>	
<b>Zone prioritaire et groupements ciblés</b>	<b>Sud Irumu;</b> Chefferie Lendu Bindi, Secteur Hema Sud, Chefferie Lesse Vonkutu, Chefferie Andisoma, Chefferie Hema Boga, Chefferie Hema Mitego, Nyali Tchaby.
<b>Cout total du Projet:</b> Fonds de Cohérence pour la Stabilisation: Contributions propres: Autres Contributions:	<b>500 000 USD</b>
<b>Durée du projet :</b>	Date de démarrage prévue : 01 juin 2020   Date d'achèvement prévue : 30 novembre 2020
<b>Focus Thématique (en lien avec les piliers I4S + objectives spécifiques de l'AMI)</b>	<b>Pilier DD :</b> La population de l'Est de la RDC et l'État congolais s'engagent dans un processus de dialogue inclusif pour éradiquer le phénomène FRPI et résoudre les conflits liés à ce processus, consolider la paix et créer les bases pour la mise en place d'institutions transparentes, inclusives et effectives
<b>Note sur le Genre (Gender Marker) et justification :</b>	La stratégie genre utilisée au cours de ce projet va améliorer les acquis de la stratégie utilisée par ACIAR au sein du Projet Pamoja Kwa Amani. Nous prévoyons atteindre une participation d'environ 37% des femmes dans les activités du projet. Nous allons maintenir un ratio de 50% des femmes dans les équipes d'animation du projet. Nous allons faciliter une présence active des femmes dans les activités du Projet ; pour faciliter cela nous préconisons d'avoir un ratio de participation des 50% des femmes pour toutes les formations à réaliser pour renforcer le

<sup>5</sup> A compléter par l'Agent Administrative/MPTF-O

<sup>6</sup> Ce sont des organisations « bénéficiaires » auxquelles est sous-traitée une partie de la mise en œuvre des activités.



	<p>leadership des femmes.          Pour aller plus loin, nous comptons aussi animer des thèmes spécifiques genres liés aux activités de peacebuilding.          Nous allons aussi créer des conditions favorables pour faciliter la participation efficace et effective des femmes dans nos activités.</p>
<p><b>Objectifs spécifiques et leurs résultats</b></p>	<p><b>OS 1</b> : « <i>La population de l'Est de la RDC et l'Etat congolais s'engagent dans un processus de dialogue inclusif pour éradiquer le phénomène FRPI et résoudre les conflits liés à ce processus, consolider la paix et créer les bases pour la mise en place d'institutions transparentes, inclusives et effectives</i> ».</p> <p><b>Résultat 1.1</b> : <i>Les acquis du processus FRPI dans la zone ; la sécurité, la cohabitation pacifique et la Paix sont préservés.</i></p> <p><b>Résultat 1.2</b> : <i>Le Gouvernement de la RDC (à différents niveaux, Local, Provincial et National) et la FRPI ; se mettent d'accord pour lancer les opérations de Désarmement et Démobilisation.</i></p> <p><b>Résultat 1.3</b> : <i>L'engagement des acteurs politiques pour soutenir le processus FRPI est formel et le plan de communication est opérationnels</i></p>
<p><b>Bénéficiaires (désagrégée par sexe et âge) :</b></p>	<p><b>OS 1</b> : « <i>La population de l'Est de la RDC et l'Etat congolais s'engagent dans un processus de dialogue inclusif pour éradiquer le phénomène FRPI et résoudre les conflits liés à ce processus, consolider la paix et créer les bases pour la mise en place d'institutions transparentes, inclusives et effectives</i> ».</p> <p>Résultat 1.1. Bénéficiaires directs : 2590 personnes</p> <p>Résultat 1.2 Bénéficiaires directs : 1558 personnes</p> <p>Résultat 1.3 : Bénéficiaires : environs 450.000 personnes habitants la zone</p>



## II. Analyse du contexte, du/des conflits et justification

### a) Analyse du contexte et des dynamiques de conflit (maximum 2 pages).

La zone prioritaire est le Sud Irumu, située dans le territoire d'Irumu dans la Province de l'Ituri.



Les activités du Projet Pamoja Kwa Amani, ont significativement fait avancer le contexte du Sud Irumu. Le processus FRPI a atteint un niveau avancé avec les principales caractéristiques suivantes :

- La prise en charge des éléments FRPI (1138) dans le site de pré cantonnement d'Azita ;
- La signature de l'accord de paix du 28 Février 2020 ;
- La construction de site de Désarmement à Karatsi et le site de Démobilisation à Kazana ;
- Le développement des autres groupes armes dans la région, la FPIC dans le territoire d'Irumu et la CODECO dans le territoire de Djugu ;
- Plusieurs rumeurs confirment une certaine connexion entre la FRPI et les autres groupes armes ; FPIC et CODECO ;
- Longue période de négociation entre le Gouvernement et la FRI sur les opérations de Désarmement et Démobilisation de Juin à Décembre 2020 qui a buté sur « la Résistance de la FRPI à Démobiliser » ;
- Le gouvernement s'engage dans la promotion du DDRC, qui n'est pas conforme à tous les aspects de l'accord de paix du 28 Février 2020.
- L'arrêt progressif et finalement total de la prise en charge de la FRPI par le gouvernement au cours du deuxième semestre 2020.
- Les éléments de la FRPI, progressivement quittent le site d'AZITA pour s'installer dans la communauté après l'arrêt de la prise en charge des éléments par le gouvernement ;
- La tension dans la zone de Gety à cause de cette situation confuse, qui a dégénéré avec l'affrontement entre la FRPI et les FARDC à Gety, le 30 Septembre 2020, la destruction et le pillage du site de Démobilisation de Kazana par la FRPI au cours de la même nuit, la



recrudescence des violations des droits Humains (Coupeurs de routes, pillage, assassinats, vols de bétails etc..) ;

- Une certaine insécurité dans les chefferies de Banyali Tchabi, Walesse Vonkutu et Bahema Boga caractérisée par des attaques à répétition des ADF Nalu, la présence des divers groupes Mai-Mai;
- Deux tentatives de Désarmement et Démobilisation ont été lancées, le 31 Octobre et du 14 au 18 Décembre 2020, elles ont toutes échoué, suite à l'absence des moyens financiers pouvant permettre de proposer des plans DDRR satisfaisants aux éléments de la FRPI ;
- Le bilan de ces deux tentatives ; 31 personnes désarmées et démobilisées (10 armes remises) qui se retrouvent maintenant dans la communauté sans aucune prise en charge.

## 1. De la Dynamique Sécuritaire

La FRPI (Force de Résistance Patriotique de l'Ituri), reste le principal groupe armé communautaire qui sévit dans la zone. Depuis 2017, il est dans un processus de paix avec le Gouvernement de la République Démocratique du Congo. Ce processus qui au départ à ramener l'accalmie et l'espoir d'une paix durable a connu des grandes difficultés au deuxième semestre de l'année 2020, caractérisée par l'échec dans le lancement des opérations de « DESARMEMENT ET DEMOBILISATION ».

La dynamique sécuritaire devient plus complexe avec la présence des autres groupes armes qui seraient en connexion avec la FRPI, cela pourra contribuer à une plus grande déstabilisation de la région.

La situation présente sur le terrain peut être résumée en ces mots :

- La FRPI ne pas encore désarmée, donc elle constitue toujours une menace pour les communautés du Sud Irumu;
- La FRPI se considère toujours être en processus de paix avec le gouvernement ;
- Les FARDC ne considèrent pas la FRPI comme une force négative et collabore même en certains moment avec elle pour des actions de sécurisation de la région ;
- Les autorités locales aussi recourent à la FRPI pour chercher des solutions à plusieurs problèmes de sécurité locale, cas de vol de bétail ;
- Pour la communauté Lendu Bindi, la FRPI constitue une force de protection contre les autres forces négatives de la région.

Des actions prioritaires doivent être menées pour donner des solutions durables à ces problèmes.

## 2. De la Dynamique Foncière et Identitaire

La problématique de la FRPI a été au centre de tous les efforts des activités du Dialogue Démocratique au cours du Projet « Pamoja Kwa Amani ». Les activités de médiation foncière menée par ONU Habitat ont servi à la résolution des petits conflits entre les personnes, mais les gros conflits complexes sont restés intacts. Selon plusieurs déclarations des communautés, ce sont ces conflits qui étaient à la base de la création de la FRPI, et par conséquent, le fait de ne pas les traiter pourrait entraîner l'émergence d'une autre FRPI (groupe armé) dans la région.

Il s'agit de plusieurs conflits divers et complexes, qui se basent sur le foncier et l'identité tel que :

- Le conflit de Nombe – Lapka – Lagabo.
- Le Conflit de Koga dans la plaine du Lac Albert
- Le conflit du groupement Bavibha ;
- Les conflits des limites entre les différentes entités administratives de la zone ;
- Le conflit de pouvoir dans la chefferie Lendu Bindi : Ici, on assiste de plus en plus à la création des groupements de fait, le cas de Groupement Mbala, dans le groupement Boloma, suivi d'une ambition de tous les groupements à se transformer en chefferie de fait. Des observateurs localement pensent que ce conflit risque d'entraîner la mise en place des nouveaux groupes armés dans les Wa Lendu Bindi ;
- Les conflits d'envahissement des concessions et des pâturages collectifs ;
- Le traditionnel conflit éleveurs contre agriculteurs ;



- Les conflits liés à la coexistence avec la communauté minoritaire des Pygmées ;
- Le conflit autour de l'aire protégée des grottes de Mont Hoyo.

### **3. Dynamique des Ressources Naturelles**

Dans le Sud Irumu, il existe aussi des Ressources naturelles dont l'exploitation amène à des conflits et tensions dans la région.

#### **Les Blocs pétroliers :**

Les spéculations autour de la question de l'exploitation du pétrole et de leurs dividendes dans les communautés ont nettement baissées depuis l'annonce de l'arrêt du Projet de Total dans le bloc III, du graben Albertine. La population se plaint du fait que ce retrait de Total est intervenu alors que ce dernier n'avait réalisé que la première phase des projets communautaires promis pour un budget total de 3.000.000 \$ US, soit un montant d'un million.

#### **L'exploitation de l'or dans le Sud Irumu :**

L'exploitation artisanale de l'or est pratiquée dans certaines chefferies, principalement dans WALENDU BINDI, WALESE VONKUTU et ANDISOMA. Les sites miniers desdites entités subissaient dans le passé, très souvent des incursions des éléments de la FRPI qui ravissaient les productions des creuseurs artisanaux. Du côté des WALESE VONKUTU, la présence d'exploitants avec des dragues sur les rivières contribue à entretenir les tensions autour de l'exploitation des ressources naturelles. Les tensions ont été très fortes au cours de cette année, avec l'entrée des exploitants Chinois avec les dragues dans la chefferie des Walendu Bindi dans le groupement Baviba. On note présentement un nombre élevé des éléments de la FRPI dans les mines artisanales de BAVI à la recherche des moyens de survie. Cette présence rend insécure la zone avec des activités qui déstabilisent la communauté. Il y'a un nombre de plus en plus grand des opérateurs chinois avec des dragues dans la région (les mines des Andisoma et de Bavi). Cela entraîne des conflits des limites entre ces différentes entités.

#### **L'exploitation des bois :**

Elle est très présente dans deux chefferies de la région : Walese Vonkutu avec une grande intensité et Baniari Tchaby. Cette activité a les conséquences suivantes sur l'évolution des conflits dans la région ; 1) les conflits de limites entre les entités locales (Localités, groupements et chefferies) : souvent les limites n'étant pas matérialisées dans les forêts, l'exploitation se fait par une entité dans le territoire de l'autre. 2) l'exploitation se fait dans un circuit maffieux tellement que l'état et les communautés locales ne profitent pas de cette activité pour le développement de la région. 3) L'exploitation intense est en train de conduire à la destruction de la forêt, ce qui représente un danger pour l'environnement et l'écosystème de la zone ; en outre, cette activité comporte la perte progressive des moyens de subsistance traditionnels des pygmées. Cette exploitation est menée à grande partie par les opérateurs économiques venus du Nord Kivu, ce qui influe sur les conflits identitaires entre les communautés dans la région.

Présentement les officiers de la FRPI sont plongés dans l'exploitation de bois avec des tronçonneuses

### **4. Dynamique Régionale**

#### **Les conflits liés aux mouvements des populations :**



En ce qui concerne la dynamique entre les provinces, les déplacements des communautés aussi sont à la base des tensions dans le sud Irumu, les deux cas les plus explosifs sont :

1) Le mouvement continu des Rwandophones : il s'agit des personnes qui proviennent du Nord et Sud Kivu, parlant le Kinyarwanda, qui viennent s'installer dans les chefferies de Boga, Tchaby, Mitego et Walese Vonkutu, depuis plus des 20 ans. Cette question bien que très politisée, n'est pas encore traitée officiellement. Des nombreux leaders des communautés de l'Ituri ont des positions extrêmes à propos de cette question. Depuis le deuxième trimestre 2020, il a été noté la présence des différents groupes Maï-Maï qui sont venus combattre les Rwandophones. Cela a entraîné leur déplacement, certains sont présents dans des mini camps des déplacés dans la zone, les autres ont fui vers Bunia et même sont rentrés dans le Nord Kivu. Cette situation a aggravé la tension entre les communautés locales et les Rwandophones dans la zone.

2) Les mouvements des migrants économiques du Nord Kivu voisin : il s'agit des Nandés qui sont dans les chefferies de Walese Vonkutu (axe Luna – Komanda) et surtout Baniari Tchaby et qui ont acquis des grandes superficies des terres entraînant des relations conflictuelles avec les communautés locales. Cette problématique des migrants économiques, se manifeste depuis l'année 2008. En effet, les Chefferies sont confrontées à une vague d'arrivée massive des populations NANDE de la Province du Nord Kivu en quête des terres agricoles. Les chefs terriens affirment que le « boum du marché foncier » imposé et entretenu par ces migrants et les modes d'acquisition des terres qui échappent au contrôle de l'administration locale et aux chefs terriens ont du coup dépouillé la chefferie de 85% de leurs terres communautaires par ces migrants NANDE. Cette situation entretient une tension latente entre les allogènes et les autochtones avec un risque d'explosion avec des violences. Cette tension persiste dans la chefferie des Lesse Vonkutu où plusieurs conflits existant dans cette contrée n'ont pas été traités au courant du projet PAMOJA KWA AMANI.

3) Le glissement confirmé de l'insécurité du Nord-Kivu voisin dans le territoire d'IRUMU : il s'agit des ADF NALU et les différents groupes Maï-Maï qui sont actuellement combattus par les FARDC dans le territoire de Beni. Plusieurs incursions sont enregistrées ces derniers mois dans les chefferies de Wanyali Tchaby et la chefferie de Boga.

4) Les questions des limites territoriales entre les deux provinces sont autant de facteurs qui peuvent être considérés comme soubassement des tensions dans cette contrée et pour lesquels des réflexions approfondies avec des propositions de pistes de solution doivent être envisagées afin de sortir cette zone du bourbier des conflits multiformes qui l'accablent.

#### **Entre Etats :**

La longue frontière que partagent la RDC et l'Ouganda offre des opportunités d'un commerce florissant de part et d'autre, mais aussi des risques importants d'aggraver les conflits entre les deux Etats. Ainsi :

- 1) Les risques des conflits concernant les limites de frontières (dont le 'Cas des presque îles de RUKWANZI'); les conflits entre pêcheurs Congolais et Ougandais sur les limites du lac Albert
- 2) Les opportunités offertes par la porosité de nos frontières de pratiquer la fraude, de s'approvisionner en armes de guerre pour les groupes armés et de s'infiltrer en R.D.Congo pour des éléments armés de tous bords.

#### **5. La problématique des VSBG**

La longue présence de la FRPI dans le maquis a eu des conséquences sur la question de VSBG dans le Sud Irumu. Plusieurs filles sont parties en brousse pour se marier avec les combattants de la FRPI. Plusieurs mariages ont eu lieu avec des filles de moins de 18 ans, privant ainsi ces filles de la chance de suivre l'école pour préparer leur avenir.



Les femmes ont été utilisées dans l'approvisionnement de la FRPI en munitions et différentes denrées et autres biens de première nécessité pendant qu'ils étaient encore dans le maquis.

Les femmes ont été aussi des victimes de la FRPI : victimes des viols durant les opérations de commerce, victimes des viols par les éléments de la FRPI quand elles allaient aux activités champêtres, les produits de leurs activités du commerce ont été souvent pillés. Les femmes étant les personnes qui contribuent à 70% aux moyens de survie pour la famille, ces activités de la FRPI avaient un impact très négatif sur les communautés du Sud Irumu.

Les filles et les femmes de la FRPI, ou celles vivant dans les zones sous contrôle de la FRPI, ont souvent été victimes des tracasseries, arrêtées arbitrairement par la FARDC et l'ANR.

C'est pourquoi il est très important d'associer les femmes pour qu'elles soient très impliquées dans la suite du processus de la pacification de la zone qui doit continuer avec ce projet.

Depuis leur pré-cantonement à AZITA, les cas de viols commis par les éléments de la FRPI ont sensiblement diminué dans la zone.

### **b) Justification de l'intervention proposée (maximum 2,5 pages)**

Se basant sur l'analyse du Contexte, tel que présenté ci – haut, le présent projet est nécessaire pour des raisons suivantes :

1. Consolider le processus de paix lancé avec les actions du projet « Pamoja Kwa Amani » en contribuant à la réalisation des opérations de Désarmement et Démobilisation. Dans ce cadre précis, il faudra :
  - a. Assurer un plaidoyer à différents niveaux (Territoire, Province, nation) pour amener les différentes parties prenantes à mettre en place les conditions requises pour les opérations de Désarmement et Démobilisation.
  - b. Maintenir un contact avec les éléments de la FRPI dans le processus DDRR, et leur assurer une sensibilisation tout au long du processus.
2. Préserver l'accalmie obtenue dans la zone par les actions antérieures à travers la facilitation des concertations entre les acteurs sécuritaires en vue de maintenir les conditions minimales de paix dans le Sud Irumu.

Les bons résultats réalisés par les activités de Dialogue Démocratique dans le projet « Pamoja Kwa Amani », seront mis à contribution pour amener les parties prenantes à mieux s'impliquer en vue d'assurer une réussite aux opérations de Désarmement et Démobilisation. Les comités Locaux de Sécurité communautaires mises en place par SFCG dans la zone du Projet seront mis en relation avec les Initiatives Locales de Paix pour préserver les conditions de sécurité et de paix obtenues dans la région.

Le traitement des autres dossiers sur la dynamique « Foncier et Identité », devra capitaliser les résolutions élaborées dans le cadre des actions menées par MONUSCO CAS, et les autres acteurs comme le RHA<sup>7</sup>, dans le Sud Irumu plusieurs années avant. Dans ce cadre précis, nous allons citer : les résolutions du dossier Nombe par le RHA, les résolutions du dossier Walese Vonkutu par Monusco Cas, et les résolutions du dossier Koga par la Monusco Cas.

---

<sup>7</sup> RHA : Réseau Haki na Amani



### **III. Stratégie d'intervention et de mise en œuvre**

#### **a) Stratégie d'intervention et opérationnalisation**

***Objectif spécifique Global : « La population de l'Est de la RDC et l'Etat congolais s'engagent dans un processus de dialogue inclusif pour éradiquer le phénomène FRPI et résoudre les conflits liés à ce processus, consolider la paix et créer les bases pour la mise en place d'institutions transparentes, inclusives et effectives ».***

#### **1. Présentation des enjeux ciblés :**

Au terme du Projet « Pamoja Kwa Amani », tout le monde a noté le retour progressif de la Paix et de la sécurité dans le Sud Irumu, suite au pré cantonnement des éléments de la FRPI, de la signature d'un accord de Paix et du lancement du processus DDRR dans le Sud Irumu. Les enjeux ciblés par le présent projet seraient donc : (1) Impliquer de façon optimale les communautés et les autres parties prenantes dans le but de capitaliser les acquis de sécurité dans le sud Irumu, (2) Parvenir au Désarmement effectif et à la Démobilisation des éléments de la FRPI ; Condition sine qua none pour une réinsertion et réintégration communautaire. (3) Renforcer la collaboration entre les structures communautaires ILP, CLSP, et les autorités locales, provinciales et nationales pour le maintien des conditions de sécurité et de paix dans la région.

#### **2. Théorie du changement :**

1. Si les conflits liés à la FRPI (ex. cas de vol de bétail) et les problématiques liés à son Désarmement et Démobilisation sont bien identifiés, analysés et documentés et des pistes de solutions participatives sont proposées ;
2. Si les Cadres de Dialogue Inclusif et sensible au Genre sont organisés et les résolutions (plans d'actions) adoptées sont mises en œuvre par les communautés et les autorités à tous les niveaux;
3. Si les structures communautaires (ILP, groupe des jeunes, groupes des femmes, etc.) sont redynamisées, fonctionnelles et capables de soutenir la population à améliorer la cohésion sociale, la prévention et la résolution des conflits ;
4. Si toute la population de la zone, est mobilisée et s'associe avec les autres parties prenantes pour maintenir une certaine accalmie et la réussite du Désarmement et Démobilisation dans le sud Irumu ;
5. Si les autorités administratives et les acteurs politiques à différents niveaux (local, provincial et national) sont engagés et s'approprient le processus de Désarmement et Démobilisation en vue d'assurer son succès ;
6. Si les opérations de Désarmement et Démobilisation sont effectivement bien réalisées;
7. Alors nous pouvons être sûrs que le Processus Désarmement et Démobilisation pourra contribuer à éradiquer le phénomène FRPI et à ramener la sécurité et la Paix Durable dans le Sud Irumu pour relancer son développement.



### **III. Stratégie d'intervention et de mise en œuvre**

#### **a) Stratégie d'intervention et opérationnalisation**

**Objectif global :** « *La population de l'Est de la RDC et l'Etat congolais s'engagent dans un processus de dialogue inclusif pour éradiquer le phénomène FRPI et résoudre les conflits liés à ce processus, consolider la paix et créer les bases pour la mise en place d'institutions transparentes, inclusives et effectives* ».

#### **1. Présentation des enjeux ciblés :**

Au terme du Projet « Pamoja Kwa Amani », tout le monde a noté le retour progressif de la Paix et de la sécurité dans le Sud Irumu, suite au pré cantonnement des éléments de la FRPI, de la signature d'un accord de Paix et du lancement du processus DDRR dans le Sud Irumu. Les enjeux ciblés par le présent projet seraient donc : (1) Impliquer de façon optimale les communautés et les autres parties prenantes dans le but de capitaliser les acquis de sécurité de paix dans le Sud Irumu, (2) Parvenir au désarmement effectif et à la démobilisation des éléments de la FRPI ; condition sine qua none pour une réinsertion et réintégration communautaire. (3) Renforcer la collaboration entre les structures communautaires ILP, CLSP, et les autorités locales, provinciales et nationales pour le maintien des conditions de sécurité et de paix dans la région.

#### **8. Présentation générale de la stratégie d'intervention et sa justification/pertinence au regard de l'objectif et des effets attendus en matière de stabilisation :**

La stratégie d'intervention du projet va se focaliser sur la nécessité de maintenir dans la région les conditions de sécurité et de Paix acquis déjà grâce au projet « PAMOJA KWA AMANI » et de créer les conditions de Désarmement et de Démobilisation des éléments de la FRPI.

Pour cela nous devons :

- Faciliter les concertations entre les communautés, les autorités étatiques, la FRPI et les autres parties prenantes en vue d'identifier les problématiques conflictuelles qui peuvent survenir dans la région, les analyser et chercher des solutions pour éviter de détériorer la situation ;
- Soutenir les actions engagées par les parties prenantes en vue de maintenir un climat de sécurité et de paix dans la région ;
- Accompagner et renforcer les initiatives locales de paix et les groupes des jeunes, les associations des mamans de la région afin qu'elles contribuent toutes dans la préservation des conditions de Sécurité et de paix déjà acquis dans la région ;
- Une action spécifique sera entamée en vue de réduire le vol de bétail dans le Sud irumu, cela nous permettra de rencontrer au minimum les préoccupations de la communauté Hema et aussi de s'attaquer à l'une des principales voies de financement local de la FRPI.
- Engager les principales parties prenantes ; le gouvernement de la République et la FRPI, afin qu'ensemble qu'elles donnent des solutions aux problèmes qui bloquent encore le Désarmement et la Démobilisation de la FRPI.
- Mobiliser les communautés afin qu'elles s'investissent au maintien des situations acquises déjà par le projet « Pamoja kwa Amani », et contribuer efficacement pour ramener la Paix Durable dans le Sud Irumu.



Ci – après les principaux temps forts de ces différentes activités du projet :

1. Les consultations des parties prenantes et les analyses vont démarrer dès le lancement des activités, en vue d'identifier les problèmes qui existent, les prioriser, les analyser et rechercher les solutions qui seront dans les différents plans qui seront produits et si possibles mettre en œuvre ces petits plans. Ces consultations vont se poursuivre durant toute la vie du Projet, tous les 3 mois nous aurons de consultation des parties prenantes pour rechercher les différentes évolutions dans les éléments du contexte. Les activités suivantes de notre projet vont être réalisées dans ce cadre ; les barza communautaires, les réunions trimestrielles de suivi des ILP, les analyses et approfondissement divers, le RAP sur la problématique du vol de bétail, etc.
2. Plusieurs concertations, médiations et autres cadres de Dialogues seront animées au cours de ce projet pour permettre aux parties prenantes de chercher des solutions à leurs différents problèmes, de faire endosser ces solutions par les autorités à différents niveaux. Les activités ci – après seront exécutées dans ce cadre ; les réunions trimestrielles de Cadre de Concertation et de paix, les médiations, les tables rondes, etc.
3. Des plans d'actions seront élaborés, et accompagnés dans la mise en œuvre par le projet à travers les activités suivantes ; suivi de mise en œuvre des résolutions de Cadre de Concertations et de Paix, Accompagnement dans la mise en œuvre des activités du mécanisme de lutte contre le vol de bétail ;
4. A travers le mécanisme Compact, les acteurs politiques et les autorités locales et administratives seront engagés pour donner leur soutien au projet. Un plaidoyer spécifique sera mené vers elles en vue de trouver des solutions pour lancer les opérations de Désarmement et Démobilisation de la FRPI ;
5. Une mobilisation communautaire sera menée dans le but de soutenir d'une façon globale l'ensemble du processus destiné à ramener la paix d'une façon durable dans le Sud Irumu. Les activités de sensibilisation seront organisées en vue de l'informer à tout stade du processus de l'évolution du Dialogue et aussi à le faire intervenir si nécessaire pour influencer ce processus.
6. Les partenaires locaux ; Initiatives locales de paix (ILP), les comités des jeunes, le bureau Genre et les associations féminines, seront renforcées et accompagnées afin de partager dans la communauté toutes les informations essentielles pour la réussite du Projet.

Pour réaliser cette stratégie, un certain nombre des activités sont prévues dans le projet et devront être réalisées dans le respect des principes du Dialogue ci – après :

- (a) **L'inclusivité** : toutes les parties prenantes d'une communauté doivent être équitablement représentées, impliquées et mises à contribution dans les différentes activités du projet (surtout le cas des groupes minoritaires dans la communauté).
- (b) **Le Genre** : les femmes et les jeunes ont une contribution significative à donner dans les processus de pacification, il faudra trouver comment les mettre à contribution de façon efficace.
- (c) **L'appropriation conjointe** : les conflits étant d'abord une affaire des personnes, notre rôle est de responsabiliser le plus les différentes parties prenantes dans le processus de paix dans leurs communautés.
- (d) **L'apprentissage** : Informer et former les parties prenantes pour leur permettre de bien jouer leurs rôles dans le processus de paix.
- (e) **La confiance et la réflexivité** : les parties prenantes dans le processus de Dialogue ne peuvent se sentir en confiance que si elles sont rassurées que les autres parties les écoutent et comprennent leurs revendications en se mettant en leur place.
- (f) **La subsidiarité** : les parties utilisent d'abord les solutions locales aux conflits, avant de solliciter les autorités provinciales et mêmes nationales.
- (g) **La redevabilité et l'engagement** : chaque partie prenante doit rendre compte aux autres de son engagement dans la réalisation des actions dans le processus de paix.

Dans ce travail de dialogue, l'ACIAR va s'appuyer sur les structures communautaires qui existent déjà



dans la région à savoir :

- Les Initiatives de Paix (ILP) : nous allons travailler avec 20 ILP, elles seront renforcées et accompagnées en vue de rayonner dans leurs communautés avec les tâches principales suivantes : sensibiliser les communautés, Monitoring de la situation contextuelle ; situation sécuritaire, des violations des Droits humains, autres infractions commises pendant la période. Chaque ILP est constituée des 12 membres dont 6 hommes et 6 femmes.
- Les comités locaux des jeunes : ces structures existent au niveau de groupement et chefferie. Ils seront toujours mis à contribution pour faciliter une bonne analyse de la situation à conflits et le plaidoyer local.
- Le bureau Genre au niveau des chefferies et secteur et les différentes associations féminines devront aussi être parmi les organisations qui vont être impliquées dans le projet.
- Les coordinations de la société Civile au niveau de la chefferie, seront aussi mises à contribution parmi nos partenaires au niveau local.

Ces partenaires locaux vont bénéficier des séances de renforcement de capacités qui vont leur permettre de bien jouer leurs rôles dans le projet.

Les autorités politico – administratives ; il s’agit surtout des chefs des localités, chefs de groupements, chef de chefferie Lendu Bindi, et les chefs des autres chefferies qui seront beaucoup sollicités pour collaborer à la réalisation des activités du Projet.

Les autres autorités administratives au niveau des chefferies, du territoire et de la province seront aussi mises à contribution pour la réalisation des activités du projet. Les comités de Sécurité au niveau des groupements, des chefferies, du territoire et de la Province sont aussi des partenaires qui seront impliqués dans la réalisation du projet, cela nous donne l’opportunité d’associer ; la FARDC, la PNC, la DGM et l’ANR à toutes les activités du projet pour être en parfaite collaboration avec ces services sécuritaires à tous les niveaux.

Une collaboration entre ACIAR et MONUSCO CAS va se poursuivre, pour que les résolutions arrêtées lors des activités de Dialogue avant juillet 2017, puissent être mises à contribution pour transformer les présents conflits et maintenir la paix et la Sécurité. Les discussions seront menées avec CAS pour trouver comment associer les CLA sur le terrain à la réalisation de nos activités sur le terrain.

### **Localisation (présentation et justification des zones ciblées par l’objectif spécifique) :**

Le projet de Dialogue couvre toutes les 7 ETD de la partie Sud Irumu où ont été réalisées les activités de Dialogue Démocratique du projet Pamoja Kwa Amani avec un focus plus grand dans la chefferie de Lendu Bindi. Il y a aussi les autres ETD concernées : Hema - Sud, Hema Boga, Hema – Mitego, Andisoma, Nyali – Tchaby, Lese Vonkutu.

A cet effet, le présent projet sera d’abord implémenté dans la chefferie des Lendu Bindi, avec six points de contact, il s’agira des chefs-lieux des 6 groupements administratifs à savoir : Nombe (Tsiritsi), Kagaba (Zadu), Munobi (Bamuko), Aveba (Boloma), Bukiringi (bukiringi) ; Bavi (Bavibha). Au niveau de ces 6 points il existe des ILP qui vont nous permettre un suivi régulier des indicateurs du projet sur le terrain.

En plus de ces 6 sites de contact, nous allons ajouter 6 points de contact pour les six ETD voisines ; il s’agit de : Idohu pour les Lesse Vonkutu, Nyakunde pour les Andisoma ; Kasenyi pour les Hema Sud, Mitego pour les Hema Mitego, Boga pour les Hema Boga, Tchaby pour les Nyali Tchaby. Gety sera le site central où vont se réaliser toutes les grandes activités du Projet.

Les réunions trimestrielles de suivi des ILP vont se passer au niveau des 5 sites de concentration des ILPs qui sont :

- (a). Le Pool d’Idohu : ILP de Bwanasura, ILP de Luna, ILP d’Ofay, ILP Idohu (4)
- (b). Pool de Bavi : ILP Nyakunde, ILP Songolo, et ILP de Bavi et ILP de Socke (4)



- (c). Le Pool de Kasenyi : ILP Bogoro, ILP Kasenyi, ILP Nyamavi, (3);
- (d). Le Pool de Gety : ILP Gety, ILP Aveba, ILP nombre, ILP kagaba, ILP Bukiringi; (5)
- (e). Le Pool de Boga: ILP Boga, ILP Tchaby, ILP Mitego, ILP de Zunguluka. (5)

Ces sites de regroupement sont choisis de façon à permettre le traitement des conflits qui opposent les différentes entités proches.

Pour avoir une large consultation des communautés, les barza communautaires seront réalisés dans les 10 sites où sont implantés les ILP avec les participants provenant des 20 sites des ILP, à savoir ; Luna, Bwanasura, Idohu, Ofay, Nyakunde, Songolo, Socke, Bavi, Bogoro, Kasenyi, Nyamavi, Nombre, Kagaba, Gety , Aveba, Bukiringi, Mitego, Boga, Tchaby, Zunguluka,

#### **IV. Les résultats**

**Résultat 1.1 : Les acquis du processus FRPI dans la zone ; la sécurité, la cohabitation pacifique et la Paix sont préservés.**

##### **i. Présentation générale du résultat**

Le processus FRPI a déjà au cours du projet « Pamoja Kwa Amani », entraîné plusieurs améliorations dans la situation du Sud Irumu. La non finalisation du processus risque d'entraîner la perte de ces acquis dans les communautés. Ce premier résultat du projet vise à préserver ces différents acquis malgré les difficultés remarquées ce dernier temps dans la mise en œuvre des l'Accord de Paix du 28 février 2020.

En premier lieu, les activités du projet devront permettre aux différentes parties prenantes impliquées de mieux comprendre les différents problèmes qui peuvent survenir dans la région et entraîner la détérioration de la situation sécuritaire et la paix relative obtenue, et les causes profondes de ces problèmes et les conséquences, à travers les approfondissements et diverses analyses. Elle permettra de dégager les solutions pour éviter que la situation ne se dégrade.

Les cadres de Dialogue vont faciliter la recherche des solutions durables entre les parties prenantes qui seront ensuite endossées par les autorités à différents niveaux. Cette phase est importante car elle installe l'appropriation du processus par les parties prenantes et la mise en place d'une certaine redevabilité entre les différentes parties prenantes.

Les plans d'actions inclusifs et sensibles au Genre, seront élaborés et adoptés par toutes les parties prenantes à l'issue des différents Cadres de Dialogue. Les mesures de mise en œuvre de ces plans d'actions seront aussi arrêtées et accompagnées par le projet.

Le vol de Bétail qui est l'un des problèmes qui a des conséquences fâcheuses sur la situation sécuritaire et la cohabitation pacifique dans la région, sera collectivement analysé par les parties prenantes et un mécanisme concerté entre les différentes parties prenantes sera mise en place pour contribuer à la réduction de ce fléau.

La paix Durable n'est possible que si des mécanismes pérennes de transformation des conflits, sont réfléchis et rendus fonctionnels par les acteurs mêmes du conflit. C'est pourquoi en se basant sur des mécanismes existants déjà dans les communautés (ILP, les coordinations de la société civile par chefferie, les groupes des jeunes et le bureau genre et associations féminines), et les autorités traditionnelles et administratives au niveau chefferie, territoire et province, nous allons, tout au long du projet, les renforcer et les opérationnaliser afin qu'elles puissent tout au long du projet travailler pour maintenir les acquis déjà obtenus par le projet « PAMOJA KWA AMANI ». Ces structures seront impliquées avec ACIAR, à la réalisation de la totalité des activités planifiées du projet de Dialogue.

A part les sessions de renforcement des capacités, les membres de ces structures communautaires vont profiter d'un coaching de l'ACIAR, en vue de les amener à continuer à réaliser les activités de peacebuilding même après la fin du projet.



## ii. Bénéficiaires et groupes cibles

Les résultats des activités du Projet, devront bénéficier d'une façon globale à toute la population vivant dans le sud Irumu évaluée maintenant à 450.000 personnes. Mais dans sa réalisation le projet cible les bénéficiaires ci – après :

- 80 personnes dans les ateliers de présentation du Projet.
- 1000 personnes prévues par participer aux consultations à travers les barza communautaires dans 20 sites ;
- 100 personnes participent aux réunions trimestrielles de suivi des ILP.
- 180 personnes participent aux réunions de Cadre de concertation pour la Paix au niveau des six ETD, trimestriellement ;
- 200 personnes avec les approfondissements et documentation des conflits.
- 100 personnes pour les tables rondes ou conférence inclusive ;
- 350 personnes touchées par les médiations des conflits complexes.
- 100 personnes pour la session de leadership cohésif ;
- 30 personnes à l'atelier d'appropriation du projet par les agents ACIAR;
- 200 personnes aux sessions de renforcement des capacités des membres des ILP et autres structures de Dialogue ;
- 240 membres ILP, bénéficiaires des équipements ILP, pour faire le travail ;
- 120 personnes pour le RAP sur le vol du bétail ;
- 100 personnes, atelier sur la formulation du mécanisme de lutte contre le vol de bétail ;

Les parties prenantes suivantes seront touchées par ces activités :

- Les autorités locales (AT, chefs de Chefferie, Chef de Groupement et Chef des localités ou villages ;
- Les représentants des services de sécurité dans la zone (FARDC, PNC, ANR, DGM, etc.) ;
- Les responsables des services étatiques au niveau local (Enseignement, santé, Genre et Famille, plan, etc.) ;
- Les responsables locaux des organisations de la Société Civile (les associations des femmes, les groupements agricoles, les ILP/NPM, les églises locales, les associations des jeunes, les associations culturelles, les mutuelles diverses, les représentants des mutuelles communautaires, etc.).
- Certains membres du Gouvernement provincial et des représentants de l'Assemblée provinciale ;
- Les membres de comité de sécurité au niveau du territoire et aussi provincial ;
- Les leaders de la FEC, et certaines personnalités leaders dans les communautés

## iii. Produits

**Produit 1.1. Les conflits liés à la FRPI et les problématiques liés à son Désarmement et à sa Démobilisation sont bien identifiés, analysés, documentés et des pistes de solutions participatives sont proposées dans les plans d'actions ;**

**A.1.1.1.1. Atelier de présentation du projet :** Il s'agit d'organiser à Bunia et à Gety des ateliers de présentation du projet aux autorités et principaux leaders de la Société Civile.

**A.1.1.1.2. Les Barza communautaires :** Il s'agit des grandes rencontres, qui réunissent autour de 100 personnes, elles permettent entre autres : (i) de libérer la parole de tous les participants et de s'exprimer sur les problèmes liés à la présence de la FRPI et peuvent créer des tensions dans le Sud Irumu, (ii) de sélectionner et valider les problèmes prioritaires identifiés, (iii) de passer aux communautés des informations importantes concernant les activités de Dialogue qui seront organisés. Les Barza communautaires seront organisés, dans les 10 sites des ILP.

**A.1.1.1.3. Les Réunions trimestrielles de Coordinations des ILP et autres structures locales :** Il s'agit des réunions aux cours desquelles ACIAR avec les structures locales analysent la situation du contexte,



avec accent particulier sur FRPI et le suivi des autres conflits complexes ayant des liens avec la FRPI identifiés lors des barza. Un rapport des activités des ILP et du monitoring du terrain est échangé et des recommandations arrêtées pour le travail des trois mois suivants. Cette réunion a lieu au niveau des 5 sites de rassemblement des ILP que nous appelons les coordinations. Au cours de ces réunions ACIAR va aussi travailler sur les structures ILP pour améliorer leur fonctionnement et performance sur le terrain. Ainsi des critères de performance seront proposés pour s'assurer de la capacité des ILPs.

**A.1.1.1.4. Documentation et approfondissement des conflits retenus dans la session Leadership** ; des Recherches Actions Participées (RAP), seront organisées pour mieux comprendre les conflits identifiés. Il s'agit des analyses des acteurs, des analyses des causes et conséquences des conflits, de la ligne de temps et de l'analyse des dynamiques de conflits. Tous ces éléments permettront de mieux comprendre les conflits identifiés, les liens et les impacts sur la pacification de la région et surtout les opérations de Désarmement et de la Démobilisation de la FRPI. RRR de la FRPI. Ces documentations peuvent aussi concerner les nouveaux conflits identifiés dans les réunions de coordinations des ILP. Ces analyses seront réalisées à travers des focus group et les interviews avec les acteurs clés des conflits.

**A.1.1.1.5 : L'atelier Leadership** ; un atelier des 5 jours, réalisée à Bunia, autour des 100 personnes (leaders communautaires, politiques, religieux et sociaux) vont analyser la situation recueillie des barza communautaires, et élaborer une feuille de route pour les principales actions du projet. C'est une réunion qui a un grand impact dans le processus d'engagement politique des acteurs par rapport au projet.

*Activité 1.1.1.6 : Réunions de table ronde au niveau du territoire* : il est prévu une seule table ronde ou conférence inclusive. Elle permettra à trois mois avant la fin du projet, d'évaluer toutes les actions du projet avec toutes les parties prenantes et de prendre des mesures pour bien finaliser les actions du Projet. A la table ronde ces problèmes sont portés au niveau provincial. La réunion sera sous la modération des institutions provinciales.

**Produit 1.1.2: Les Cadres de Dialogue Inclusif et sensible au Genre sont organisés et les résolutions adoptées sont mises en œuvre par les communautés et les autorités à tous les niveaux.**

*Activité 1.1.2.1. : Réunions trimestrielles de Cadre de Concertation pour la Paix; au niveau des 5 sites de regroupement des ILP. (CCP)* : ces réunions servent aux autorités locales, surtout les membres de comité de sécurité (niveau chefferie) de travailler avec les représentants de la Société Civile, les membres des ILP, la jeunesse, les responsables genre, sur les principaux conflits et autres problèmes identifiés dans les réunions de coordination. Ensemble ils cherchent les pistes de solutions et les moyens de mise en œuvre. Ces réunions constituent des occasions de rapprochement entre les responsables de la société civile et les autorités, mais plus aussi le rapprochement entre les membres des différentes communautés en réunion.

*Activité 1.1.2.2 : Médiation des conflits complexes à la base*, il est prévu des médiations pour les conflits qui ont fait l'objet des documentations. Cette rencontre entre les parties en conflit en présence des autorités du territoire et si nécessaires au niveau provincial et autres, cherche des solutions durables entre les parties en conflit, dans le respect des lois de la république.

*Activité 1.1.2.3 : Suivi de la mise en œuvre des accords spécifiques obtenus dans le processus du Dialogue* : les activités seront menées pour accompagner la mise en œuvre des diverses résolutions visant la résolution des différents problèmes rencontrés sur le terrain.

**Produit 1.1.3: Les structures communautaires (ILP, NPM, groupe des jeunes, groupes des femmes, etc.) sont bien redynamisés, fonctionnelles et capable de soutenir la population to améliorer la social cohésion, prévention e résolution des conflit**



**A.1.1.3.1. : Atelier d'appropriation du projet par les agents ACIAR :** C'est la première activité du projet, il s'agit d'un atelier des 3 jours pour expliquer aux agents recrutés pour la réalisation des activités du projet. Expliquer le projet sur les points ci – après ; (1) le contexte, la justification et les objectifs. (2) Les activités prévues pour réaliser les résultats prévus. (4) Les moyens prévus pour la réalisation de ces activités. (5) Elaborer les outils pour la production des rapports du Projet et le système de rapportage.

**A.1.1.3.2 : Identification des structures communautaires de dialogue/transformation des conflits (y inclus associations de femmes) et analyse de leurs capacités.** Pour la structure ILP, nous devons renouveler les mandats des membres de ces structures dans le premier barza qui sera réalisé. Pour les autres structures, nous allons les identifier et les valider avec les autorités locales.

**A.1.1.3.3 : Session de renforcement des capacités des structures communautaires de dialogue :** Une session de 4 jours sera organisée pour former les responsables des structures par rapport aux principales tâches qu'ils devront exécuter dans le projet. 4 personnes seront formées dans les ILP dont 2 hommes et 2 femmes. Les autres personnalités : Socit, responsables des jeunes, les mamans Genre chefferie, etc.

**A.1.1.3.5 : Appuis spécifiques aux structures communautaires de dialogue (petit équipement, etc.) ; (ex : institutionnalisation des structures de Dialogue (ILP, CCP) ;** Il s'agira de finaliser le travail du projet Pamoja Kwa Amani, en dotant les salles de réunion construites des équipements adéquats. Un accompagnement institutionnel aussi sera fait en dotant les ILP et CCP des documents officiels permettant leurs fonctionnements.

#### **Produit 1.1.4 : Contribuer à la réduction du vol de bétail dans le sud Irumu.**

**Activité 1.1.4.1. :** la RAP (Recherche Participative et appliquée) sur le vol de bétail dans le Sud Irumu ; Nous allons mener une petite étude dans le Sud Irumu, pour mieux comprendre le phénomène vol de bétail. C'est pour avoir une compréhension partagée autour de cette problématique et ensuite rechercher comment lutter contre ce fléau qui entretient le conflit dans le Sud Irumu.

**Activité 1.1.4.2. :** Atelier d'élaboration de mécanisme de lutte contre le vol de bétail avec les différentes parties prenantes. Il s'agira de travailler avec toutes les parties prenantes impliquées, pour restituer les résultats de l'enquête et ensuite élaborer ensemble un mécanisme de lutte contre le bétail.

**Activité 1.1.4.3. :** Faciliter le fonctionnement de mécanisme de lutte contre le vol de bétail. Dans le budget nous allons solliciter un fond souple qui va servir à la mise en œuvre du mécanisme.

**Résultat 1.2 : Le Gouvernement de la RDC (à différents niveaux, Local, Provincial et National) et la FRPI ; se mettent d'accord pour lancer les opérations de Désarmement et Démobilisation.**

#### **Présentation générale du résultat**

L'Accord de Paix du 28 février 2020, a été l'occasion rêvée de rétablir la Paix dans le sud Irumu. Mais la résistance de la FRPI à désarmer et les changements d'avis du Gouvernement sur certains aspects de l'Accord continue à expliquer le fait que le Désarmement et la Démobilisation sont bloqués à ce jour.



Nous allons travailler avec un focus particulier d'arriver à mettre le gouvernement et la FRPI d'accord sur les conditions à remplir avant de passer aux opérations de Désarmement et de Démobilisation. La nouvelle stratégie du gouvernement étant le DDRC, nous allons profiter de cette occasion pour examiner avec les parties prenantes, comment faire intégrer la FRPI dans cette nouvelle stratégie. Ensuite les actions du projet peuvent se poursuivre en assurant que le Désarmement et la démobilisation se réalisent dans des conditions optimales.

### **Bénéficiaires et groupes cibles**

Dans le cadre de ce résultat, nous visons directement de travailler avec les institutions étatiques concernées (gouvernement provincial et national, les FARDC, la PNC et les autres services étatiques selon le besoin, et la FRPI. Les autres parties prenantes de la société civile et communautaire seront aussi impliqués comme des témoins de ces événements.

Pour les différentes activités planifiées, nous prévoyons travailler avec les participants suivants ;

- 30 personnes pour l'atelier d'auto évaluation entre les acteurs ;
- 100 personnes pour l'atelier de réflexion sur l'avenir du processus FRPI ;
- 60 personnes dans les réunions mensuelles de comité de suivi du processus FRPI ;
- 1138 personnes, séances de sensibilisation au site de démobilisation ;
- 200 personnes à rencontrer dans le cadre de plaidoyer ;
- 30 personnes dans les réunions de comité provinciales de sécurité

Vont participer à ces activités ; les membres du comité de sécurité de la chefferie lendu Bindi, les membres du comité de sécurité du territoire d'Irumu, les membres du comité provincial de sécurité, les représentants de la FARDC, de la PNC, de l'ANR et du DGM.

Les représentants de la société civile et des organisations des jeunes et des mamans aussi seront intégrés.

#### **iv. Produits**

***Produit 1.2.1 : Les conditions pour les opérations de Désarmement et Démobilisations sont remplies;***

Activité 1.2.1.1. : Atelier d'auto – évaluation entre les acteurs du Processus DDRR FRPI ; les acteurs du processus FRPI vont se réunir à Bunia pendant 3 jours pour évaluer leurs travaux ensemble, depuis le mois de juin jusqu'à décembre 2020, période pendant laquelle a été réalisée l'accompagnement du processus pour arriver au Désarmement et Démobilisation de la FRPI.

***A.1.2.1.2. La réunion mensuelle de comité de suivi du processus FRPI au niveau de la chefferie ;*** Cette réunion sera réalisée au niveau de Gety avec les représentants des six groupements, le comité de sécurité au niveau de la chefferie et les représentants des partenaires impliqués dans le processus FRPI. C'est une réunion qui va s'occuper de monitoring des activités réalisées dans le cadre du Désarmement et démobilisation de la FRPI., présenter les activités réalisées, les problèmes rencontrés, et formuler des recommandations dans le but de la recherche des solutions. Elle va s'occuper aussi de l'évaluation de la mise en œuvre des différentes recommandations formulées lors des réunions passées.

Activité 1.2.1.3. Réunion du comité provincial de sécurité ; Il sera question au moins une fois par mois, le chef de mission du starec et le coordinateur de l'ACIAR, vont à cette réunion pour faire rapport sur la progression du projet et recevoir les orientations du Gouverneur pour avancer.



*Activité 1.2.1.4 : Réunions de plaidoyer à différents niveaux et selon le besoin (Provincial, National et autres) :* les résolutions sorties des différents cadres de dialogue à savoir, les Cadres de Concertations pour la paix, et les tables rondes, vont entraîner des actions de plaidoyer à mener à plusieurs niveaux, local, provincial et même national si nécessaire. Le contenu de plaidoyer va surtout se concentrer sur la nécessité de passer par le Désarmement et la Démobilisation pour avoir la Paix Durable dans le Sud Irumu.

***Produit 1.2.2 : Les opérations de Désarmement et Démobilisation de la FRPI, sont accompagnées ;***

Activité 1.2.2.1. Elaboration des messages de sensibilisation pour le Désarmement et la Démobilisation ; en se basant sur le plan DDRR, l'équipe ACIAR devra élaborer des messages de sensibilisation, pour le site de transit et aussi pour préparer les communautés au Désarmement. Il s'agira d'un atelier interne d'élaboration du message.

Activité 1.2.2.2 ; Production des outils de sensibilisation ; ces messages élaborés seront ensuite produits sur différents supports que nous pouvons citer ; imprimés, dépliants, posters, T- shirts, etc.

Activité 1.2.2.3 ; Séances de sensibilisation aux sites de Désarmement et Démobilisation ; ces séances seront animées par le personnel ACIAR, trois principaux modules seront donnés aux ex combattants ayant déposés les armes pour les préparer à retourner dans les communautés dans les conditions acceptables.



**Résultat 1.3 : L'engagement des acteurs politiques pour soutenir le processus FRPI est formel et le plan de communication est opérationnels.**

**Produit 1.3.1 : COMPACT: Les acteurs politiques s'engagent dans le processus de dialogue de manière formelle pour soutenir le processus de désarmement, de démobilisation des éléments FRPI**

*A.1.3.1.1: Les réunions du Comité technique Conjoint (CTC) : c'est un mécanisme créé par le Starec pour présenter aux autorités provinciales (membres du gouvernement provincial, les membres de l'Assemblée provinciale, les membres du comité de sécurité élargi de la province), et les autorités au niveau du territoire, le contenu du Projet et les différentes activités réalisées dans ce cadre à ce jour. Ces réunions permettent l'élaboration d'un COMPACT, et le suivi de sa mise en application.*

*A.1.3.1.2: Les missions de Comité Technique de Suivi (CTS) : Ces missions permettent aux autorités de vérifier la réalisation des activités prévues du projet sur le terrain.*

**Produit 1.3.2 : Plan de communication est formulé et fonctionnel**

*A.1.3.2.1: Atelier d'élaboration des messages de sensibilisation : Avec 30 leaders communautaires dont 15 femmes de la zone, nous allons élaborer des messages de sensibilisation à passer dans les communautés pour que tout le monde soit bien informé des avancées du projet. Par rapport aux thèmes en discussion dans le dialogue, des thèmes spécifiques destinés à l'implication des femmes seront aussi traités.*

*A.1.3.2.2 : Produire des outils de sensibilisation ; nous allons produire des Dépliants, des posters, banderoles et autres outils avec les messages élaborés.*

*A.1.3.2.3 : Diffuser des messages de sensibilisation à travers les structures communautaires de dialogue ; ces outils produits seront utilisés par les leaders communautaires pour passer les messages dans les communautés.*

*A.1.3.2.4 : Diffuser des messages de sensibilisation à travers les radios communautaires ; les radios locales seront aussi mises en contribution pour la diffusion à grande échelle des messages de sensibilisation au niveau des communautés.*

## **V. L'intégration transversale du genre dans l'objectif spécifique :**

De notre expérience dans le projet Pamoja kwa Amani, des avancées significatives ont été faites par rapport à l'intégration du genre dans les activités du dialogue démocratique. Au cours de ce projet, nous allons continuer dans la même lancée en apportant des améliorations significatives.

En ce qui concerne la participation de la femme dans les activités de Dialogue parmi les animateurs qui vont accompagner le projet, nous allons maintenir l'objectif de 50% des femmes ; parmi les membres des structures communautaires (ILP), 50% des femmes également. Au cours de ce projet, nous aurons à améliorer la présence des représentants du bureau Genre au niveau des chefferies et les représentantes des associations féminines. Parmi les représentants du conseil des jeunes par chefferie, nous allons exiger une représentation de 50% des femmes. Nous allons maintenir notre politique expérimentée dans le projet Pamoja kwa Amani, qui consiste à la participation de la femme à au moins 30% pour les activités de grande mobilisation communautaire ; par rapport aux activités de renforcement de capacités, nous aurons la participation de la femme à au moins 50% ; dans les activités comme le



plaidoyer visant des institutions où les femmes sont faiblement représentées, nous proposons la participation des femmes à au moins 15%.

Par rapport aux différentes activités à mener, nous allons mettre en place une méthodologie qui permet à la femme de jouer un rôle actif dans les activités, comme modérateur des groupes ou rapporteur, aussi comme sensibilisatrices aux sites de Désarmement et Démobilisation afin de leur permettre de se qualifier dans le travail. Dans les réunions des grands groupes comme barza communautaire, Table Ronde ; Session sur le Leadership Cohésif ;... nous allons créer des carrefours des femmes pour libérer leurs paroles et permettre aux sensibilités des femmes de s'exprimer par rapport aux résolutions qui seront formulées et aussi la prise en compte de leurs points de vues.

Durant tout le projet, nous allons réfléchir sur les conditions particulières qui peuvent motiver une meilleure participation des femmes à nos activités.

Quant aux thèmes développés dans le dialogue démocratique, un effort sera fourni pour que dans le dialogue, un thème spécifique lié aux femmes soit développé et qu'il permette ainsi aux femmes de se sentir très concernées par les activités de peace building et la sensibilisation soit menée de façon efficace dans ce cadre-là.

Nous nous engageons aussi dans nos différentes activités de la désagrégation des données pour permettre de ressortir clairement la participation des femmes, des jeunes ainsi que la participation des groupes minoritaires dans toutes nos activités.

Dans la programmation de nos activités de terrain nous tiendront aussi compte de jours de marchés et autres agglomérations pour éviter de limiter les femmes à participer à nos activités :

Nous allons nous rassurer si le budget alloué à chaque activité est sensible au genre et aussi s'il tient compte d'un pourcentage d'au moins de 15 % en faveur du genre ;

Pour toutes les activités de cohabitation pacifique ; de sécurité et de Paix ; la représentativité de femme se fera selon les normes et recommandations de la résolution 1325 des Nations Unies pour le Congo.

Les engagements des autorités à différents niveaux tiendront compte des grandes lignes juridiques soulignées dans la résolution 1325 des Nations Unies pour le Congo.

Les femmes seront associées également aux actions de Plaidoyer selon le besoin pour y apporter des contributions y afférentes.

Nous visons donc à travers le projet, une capacitation progressive des femmes pour les rendre des personnes ressources incontournables dans les projets de peace building dans la région.

## **VI. L'articulation (stratégique et opérationnelle) du projet de Dialogue avec les projets de Réinsertion et réintégration des éléments FRPI :**

D'une façon stratégique, notre projet sert à créer des conditions qui facilitent le Désarmement la Démobilisation des éléments de la FRPI. Ceci pour ensuite favoriser le lancement des autres phases qui sont la Réinsertion et la Réintégration de la FRPI.

D'une façon opérationnelle, les mécanismes suivants seront mis à contribution au cours du projet:

- Les structures communautaires (ILP, jeunesse, Genre), qui sont dans les communautés pourront mener un monitoring permanent de l'évolution de la situation sécuritaire des conflits sur le terrain et en faire rapport à l'ACIAR pour que des dispositions soient prises en vue de maintenir une certaine accalmie ;
- Les barza communautaires sont les cadres à travers lesquels les informations peuvent passer vers les communautés et leurs feed back récoltés aussi.
- Les CCP sont des cadres de discussions qui peuvent permettre de débattre sur les problèmes et proposer des solutions.
- Les mécanismes de sensibilisation que nous allons mettre en place dans le projet vont servir à passer les messages des opérations de Désarmement et de Démobilisation des ex FRPI dans les communautés.

En plus de cela nous allons créer un mécanisme de Coordination avec les projets CVR.



ACIAR va rester prêt à participer dans tout autre mécanisme de concertation qui permettra au projet de Dialogue de soutenir de façon optimale les opérations de Désarmement et Démobilisation.

## **b) Stratégie d'intervention et opérationnalisation**

La stratégie d'opérationnalisation du projet sera basée sur la cartographie comprenant les 7 chefferies, les 20 ILP qui sont nos partenaires et qui doivent être touchés par le projet, et aussi les 5 pools qui constituent des points de rencontres et de partage pour les 7 chefs et les structures partenaires qui y opèrent.

Les barza communautaires vont toucher 10 sites, repartis dans les 7 chefferies, avec une grande concentration dans la chefferie walendu Bindi (5 ; Gety, Nombe, Aveba, Bukiringi, Bavi), Mitego et Boga à Boga, Banyali Tchaby (1, Tchaby), Bahema Sud (2, Bogoro et Kasenyi), Andisoma (1, Nyakunde), Lese Vonkutu (1, Bwanasura),

Tandis que les documentations et les médiations vont se réaliser au siège de l'ILP qui a posé le problème parmi les 20 retenus. Cela permettra aux équipes du projet d'aller plus loin pour visiter les localités ou villages concernés et les différents acteurs de conflits.

Les membres des ILP, vont visiter les villages environnants de leurs sites pour la sensibilisation de la population locale, par rapport aux thèmes retenus. Ces thèmes vont aussi être propagés par la voie des ondes, pour ainsi toucher un grand nombre des populations de la zone Sud – Irumu.

### Les mesures d'atténuation contre le COVID 19

Etant donné que plusieurs activités seront réalisées sous forme des réunions, ateliers et sessions, une attention particulière sera portée autour de la nécessité de mise en place des dispositif anti Covid 19, dans toutes les activités que nous allons réaliser. Nous allons toujours prendre au début de chaque activité, quelques minutes pour vulgariser les mesures barrières.

## **c) Stratégie d'engagement politique et de mobilisation (max. 2 pages)**

Le travail d'engagement politique, est fait plus dans un cadre informel mais nous pouvons le retrouver les principaux moments ci – après :

- Dès l'atelier de présentation du projet à Bunia, nous allons identifier toutes les personnes qui ont une influence soit positive ou négative par rapport aux résultats du projet. Par des contacts informels nous aurons les noms des hommes politiques de la région pour les inviter à l'atelier de présentation du projet.
- A la phase des barza communautaires, les responsables administratifs locaux, les chefs de chefferies et secteurs, les chefs de groupements, les responsables des services de sécurité, les responsables religieux locaux, les responsables des associations des femmes et les députés provinciaux et nationaux qui se trouvent au niveau des sites seront contactés et mise en contribution pour cette étape de consultation et mobilisation communautaire pour le projet.
- A la session de Leadership Cohésif, voilà encore une occasion d'identifier les personnalités clés au niveau local et provincial pour les impliquer à l'analyse de la situation et les impliquer politiquement dans l'identification des principales problématiques à traiter et élaboration d'une feuille route en impliquant les acteurs politiques dans sa réalisation
- Les Cadres de concertation pour la Paix sont des mécanismes où au niveau local, seront impliqués les autorités des chefferies et du territoire selon le cas et certaines personnalités politiques administratives et politique au niveau même de la province pour contribuer à la résolution des certaines problématiques clés.
- Les médiations sont aussi des occasions d'impliquer les responsables administratifs et politiques locaux et au niveau provincial pour la transformation des conflits spécifiques au niveau de la base.



- Les tables rondes sont aussi une occasion d'impliquer les autorités administratives et politiques du niveau de la province, les associer à ceux du niveau local pour contribuer à la transformation des problèmes et conflits existants dans la région.
- Avec le plaidoyer nous allons réaliser des actions spécifiques, avec certaines personnalités, politiques, administratives, sécuritaires à différents niveaux pour les amener à prendre des décisions contribuant à la transformation des conflits de la région.

Pour bien mener ce travail, il faut élaborer un mapping des acteurs politiques, administratifs, sécuritaires, et autres personnalités clés qui seront mis à contribution pour la transformation des conflits de la région. Cette liste doit être mise à jour à chaque étape du projet car elle est vraiment dynamique, en se basant sur l'évolution du contexte et aussi les différentes étapes des actions du projet.

#### **d) Ancrage/appropriation institutionnelle, durabilité/stratégie de sortie et renforcement de capacités**

Tout notre système de travail est basé sur un renforcement des capacités permanent des institutions locales avec qui nous travaillons, elles sont renforcées en capacités dans toutes les activités. Ainsi les ILP, bureau de la jeunesse au niveau de la chefferie, le bureau genre et les institutions féminines, les coordinations de la Socit au niveaux des chefferies et secteur, vont être coachés durant toute la vie du projet aux différentes techniques d'identification des problèmes, de leurs analyses, les voies de transformations des conflits dans les communautés. Elles deviennent comme cela avec le temps des personnes ressources pour les communautés dans ce domaine précis.

C'est pourquoi dans le projet Pamoja kwa Amani nous avons construit des bureaux et salle de réunions pour ces mécanismes pour pérenniser leur présence dans la communauté et les rendre visibles. Au cours de cette phase du projet nous allons les équiper et leur apporter un appui institutionnel avec des documents officiels qui reconnaissent les ILP comme mécanisme local de transformation des conflits et de pacification reconnu au niveau provincial.

Au niveau des institutions étatiques locales, leur implication dans la réalisation de toutes les activités du projet du début à la fin, du niveau local, provincial et même national vise à leur faire comprendre que la transformation des conflits est d'abord de la responsabilité de l'autorité étatique. C'est à elle qu'il appartient d'améliorer sa politique, ses lois et des différents modes de fonctionnement pour qu'il y ait moins des conflits dans la communauté. Pour réussir dans cette mission, l'état doit :

- Travailler de façon continue en synergie avec sa communauté à travers les acteurs de la société civile, pour le cas à la base, les ILP, les associations féminines, les groupes de la jeunesse et autres associations et ONG;
- L'état doit aussi s'impliquer à mobiliser les moyens et à adapter ses différentes lois et règles de fonctionnement pour mieux transformer les conflits qui existent dans la région.

Nous pensons donc réaliser l'ancrage institutionnel dans le coaching au niveau des organisations de la société civile et le plaidoyer continue durant toute la vie du projet au niveau des institutions de l'état du niveau local, provincial ainsi que national, afin que chacun joue pleinement son rôle dans la contribution du retour à la paix durable dans le sud Irumu et Ituri en général.

Si à travers les activités du projet ; l'état, par le biais de ses différentes institutions jusqu'à la base, comprend bien son rôle à jouer dans la transformation des conflits ; et si les acteurs de la Société civile aussi comprennent leurs rôles dans la transformation des conflits ; et si les deux parties comprennent mieux la nécessité d'une synergie pour la paix, alors l'encrage institutionnel / la durabilité de notre stratégie sera assurée. Nous allons travailler avec une pédagogie qui entraîne le fait que les parties s'approprient notre vision pendant les 18 mois, c'est le coaching.

Le Dialogue Démocratique n'est entretenu que par des résultats qui sont des réponses aux préoccupations de la communauté. Notre processus de Dialogue vise d'abord le grand résultat qui est



le Désarmement et Démobilisation de la FRPI. Pendant que le processus de plaidoyer avance et qu'il peut prendre beaucoup de temps, nous allons nous engager les autres parties prenantes à résoudre des petits problèmes qui surviennent dans les communautés dans le souci d'entretenir le processus de Dialogue afin que les communautés ne se fatiguent pas. Dans ce cadre précis les efforts seront fournis pour mettre en place un mécanisme qui répondra à un des grands problèmes de la région présentement qui est le vol de bétail.

#### **IV. Capacité des organisations de mise en œuvre internationales et locales**

##### **1. Capacités organisationnelles et managériales :**

Depuis 2015, ACIAR travaille spécifiquement avec le Starec/ISSSS et il a travaillé dans le cadre des projets suivants :

- Projet IRF Mambasa « Amani ni Njia ya Maendeleo; PBSO: 590.000 \$ US
- Projet IRF II Mambasa « Amani ni Njia ya Maendeleo; FCS: 249.000 \$ US
- Projet « Pamoja Kwa Amani », Sud Irumu; FCS : 1.115. 000 \$ US

ACIAR travaille avec une équipe de 10 agents personnels à temps pleins de l'organisation; Chargé de Programme, Chargé de Suivi – Évaluation, Assistant financier, Assistant Administratif, Logisticien, Caissière, 3 chauffeurs et le Coordinateur.

Les agents du programme sont recrutés selon le projet avec des contrats à durée déterminée calquée sur la durée des projets.

ACIAR va recruter les animateurs et les agents de recherche du projet : 7 nouvelles personnes seront engagées dont 3 animateurs, 3 agents de recherche, deux chauffeurs

##### **Ressources matérielles disponibles qui seront mobilisées dans le cadre du projet (bureaux, antennes, véhicules, etc.)**

ACIAR va diriger le projet à partir de son siège de Bunia. ACIAR dispose de 5 véhicules tout terrain et 6 motos, qui seront mobilisés pour soutenir les activités du Projet.

##### **2. Objectifs sur lesquels l'organisation est positionnée, présentation de son expertise/valeur ajoutée thématique.**

Appui à la Communication Interculturelle et à l'Autopromotion Rurale; est une des plus en ancienne ONG de l'Ituri. Fondée en 1994, elle a cultivé au fil de temps une solide expérience dans l'animation des communautés et la formation des associations Locales de Développement dans le Nord – Est de la RDC (Ituri, Nord – Kivu et Haut – Uélé). Depuis 2003, ACIAR a participé activement dans l'animation des projets liés à la Pacification de la Région comme; Le DDR avec le PNUD et le BIT; Le rapprochement entre les communautés, la problématique foncière, la Gouvernance des Ressources Naturelles et la Gouvernance locale, avec les différents projets du RHA; les projets de Justice Transitionnelle avec le Fonds au Profit des Victimes de la Cour Pénale Internationale. ACIAR possède aussi une bonne expérience dans des domaines comme, les microfinances, les preuves sont encore présentes dans le territoire de Mambasa et dans le Sud Irumu. Nous avons aussi plusieurs projets avec les Activités Génératrices de Revenus, dans les projets DDRR et le projet de lutte contre les violences Sexuelles. ACIAR possède une bonne connaissance du contexte de l'Ituri de ses évolutions et de ses



différents acteurs, ayant intervenu sur tous les 5 territoires de l'Ituri durant une période assez longue. Avec l'expérience de Mambasa dans le projet « Amani ni Njia ya Maendeleo », et l'expérience du sud Irumu « Projet Pamoja kwa Amani », ACIAR possède des atouts importants dans le domaine de Dialogue Démocratique pour réaliser les activités du Dialogue démocratique dans le cadre du prochain projet DDR.

### **3. Positionnement géographique de l'organisation (dans le cadre du projet) et justification.**

Le siège social de l'ACIAR est à Bunia, avec une possibilité d'opérationnaliser des projets partout en Ituri et si possible des bases opérationnelles pour les territoires de Mahagi et d'Aru.



## V. Gestion et coordination

### a) **Gestion et coordination du projet**

Etant seul dans le Dialogue Démocratique, ACIAR va appliquer ses mécanismes internes de coordination pour les activités du projet. A cela va s'ajouter les mécanismes de coordination avec les autres projets du système Starec/ISSSS.

Comme mécanisme de coordination interne nous avons principalement les suivantes qui nous permettent d'assurer un suivi régulier des activités du projet :

- Les réunions hebdomadaires du staff ACIAR, elles permettent d'opérationnaliser le plan des activités mensuelles et de faire un suivi – évaluation de leur mise en œuvre. Les réunions hebdomadaires permettent de rendre compte des activités réalisées dans le cadre de la mise en œuvre des activités et de suivi et évaluation. C'est un cadre où les difficultés rencontrées sont discutées en vue d'une solution pour permettre une planification pour les jours à venir
- Les réunions mensuelles de coordination, qui permettent un suivi et une nouvelle planification mensuelle des activités.
- Les réunions de réflexion critique sur les interventions après la collecte des informations par l'équipe de Suivi et Evaluation en vue d'une réorientation et de nouvelles stratégies
- Des auto – évaluations internes semestrielles des activités des projets.

Nous pouvons ajouter à cela, les autres réunions de coordination suivantes :

- Les réunions mensuelles de coordination avec les acteurs du projet DDR ;
- La réunion mensuelle du groupe de travail Stabilisation ;
- ACIAR reste prêt à participer aux autres mécanismes de coordination pour apprendre des autres, comme le groupe de travail Suivi – Evaluation et le groupe de travail genre, selon la nécessité, si ces groupes continuent à exister après le projet Pamoja kwa Amani.

Dans le cadre du présent projet avec l'appui du Starec, ACIAR reste va organiser des réunions du Comité Technique Conjoint (CTC) et des missions du Comité Technique de Suivi des activités du Projet.

Nous allons continuer notre collaboration pour la coordination avec les sections intéressées de la Monusco, il s'agit ici principalement de :

- CAS ; nous allons avoir une grande collaboration car les principaux conflits qui peuvent être traités maintenant, ont déjà été traités par le CAS. Dans ce cadre nous devons échanger des informations pour travailler sur la base des acquis déjà obtenus par leurs actions.
- Nous restons prêts à continuer à collaborer avec les sections Genre, Droits Humains, Child protection, Affaires politiques, communication et DDRRR de la Monusco, si cela est nécessaire et apporte une valeur ajoutée à notre travail de part et d'autres.
- Dans le cadre des projets CVR ; ACIAR coordonne les communications avec les communautés dans et aussi constitue un bon pont entre les activités CVR et le projet DDRR et autres projets travaillant dans le cadre du Processus FRPI.

ACIAR est disposé selon les moyens et le temps à participer à tout autre Groupe de travail provincial avec les autres intervenants, si cela est dans l'intérêt du projet et si cela ne va pas à l'encontre de ses principes et valeurs.

### b) **Gestion des risques, des hypothèses et des stratégies de mitigation**

(Voir l'annexe 3).

### c) **Suivi et évaluation**

Le Suivi et évaluation étant un moyen de mesurer et d'évaluer systématiquement et en continu les activités et les résultats d'une intervention, il permet de vérifier l'avancement de la mise en œuvre et



l'atteinte des objectifs fixés. Ainsi il doit surveiller continuellement l'exécution de l'intervention en vue de l'adapter à la réalité dynamique.

Ainsi dès la conception du projet, le Chargé de Suivi et Évaluation collabore avec l'équipe de programme et va collaborer avec l'équipe de Suivi et Évaluation de SSU pour intégrer les indicateurs de performance SSU dans le cadre logique du projet.

Dans le cadre de ce projet, dès le début, lors de l'atelier d'appropriation du projet, le Chargé de Suivi et Évaluation a planifié en collaboration avec le personnel impliqué dans la mise en œuvre du projet les différentes activités qui seront organisées dans le cadre du Suivi et Évaluation. Il a aidé le personnel du projet à comprendre la logique d'intervention du projet à partir du cadre logique afin d'avoir tout le temps à l'esprit les objectifs que visent les activités qui sont réalisées.

Un plan de Suivi et Évaluation a été élaboré en fonction du chronogramme des activités ainsi qu'un plan de collecte et analyse des données.

En fonction de ce plan, une mission de collecte des données de base a été organisée au début du projet pour définir la situation de référence des indicateurs du projet et d'avoir les données qui fixent le point zéro du projet pouvant permettre de mesurer les indicateurs pendant la mise en œuvre des activités du projet. Ensuite, à la fin du premier semestre, au mois de décembre 2020, une collecte des données semestrielles a eu lieu afin d'élaborer le rapport du premier semestre. Lors de cette activité, les indicateurs de perception ont été renseignés auprès des ménages et les indicateurs des activités, à travers les rapports de quelques activités réalisées.

Cependant, le processus de Désarmement et Démobilisation de la FRPI, qui devrait être soutenu par les activités de Dialogue Démocratique, ayant échoué, les activités du projet n'ont pas été exécutées comme prévues et le plan de Suivi et Évaluation aussi non respecté.

C'est ainsi qu'avec la réorientation du projet, le Chargé de Suivi et Évaluation travaille sur le cadre logique dans la redéfinition des indicateurs de performance du projet là où c'est nécessaire ainsi que la détermination des cibles en collaboration avec toute l'équipe du projet.

En cas où le projet réorienté sera approuvé, le Chargé de Suivi et Évaluation va réadapter le plan de Suivi et Évaluation en fonction de la nouvelle planification approuvée. Ce travail sera toujours fait en collaboration avec l'équipe du programme.

Au cours de l'exécution des activités, le Chargé de Suivi et Évaluation fera le suivi opérationnel des activités (certaines activités clés qui seront ciblées) afin de vérifier si elles sont réalisées telles que prévues et si les stratégies mises en place permettent d'atteindre les objectifs fixés.

Après chaque mission de Suivi et Évaluation, une réunion de réflexion critique sur l'intervention sera organisée avec le personnel du projet, le chargé de programme et le Coordinateur du projet pour examiner s'il est nécessaire ou pas de réadapter la stratégie.

Après chaque semestre, le chargé de Suivi et Évaluation va organiser une mission de collecte des données pour le Suivi des indicateurs afin de l'aider à rédiger le rapport semestriel qui renseigne sur les progrès réalisés à travers la mise en œuvre des activités. Cette collecte des données sera faite de manière systématique auprès des bénéficiaires directs et indirects du projet sur toute la zone d'intervention selon les méthodologies adaptées à chaque indicateur.

Pour cette activité, deux ou trois enquêteurs seront recrutés pour un travail de 15 jours sur terrain. Ils seront d'abord coachés par le Chargé de Suivi et Évaluation par rapport aux outils qui seront utilisés et la méthodologie. Dès qu'ils auront remis les données, leur contrat prendra fin.

Les informations reçues lors de cette collecte des données seront également partagées et critiquées avec l'équipe de programme afin de permettre un réajustement dans la stratégie de la mise en œuvre là où c'est nécessaire.

Le chargé de suivi et évaluation va également participer aux missions de CTS afin de recueillir les recommandations issues de ces missions et d'aider à leur mise en œuvre.

Il va aussi participer activement dans les auto-évaluations du projet.

Enfin, le chargé de suivi et évaluation va appuyer toute l'équipe de l'administration et finances à respecter les différentes procédures telles que prévues dans le Manuel de procédures de



l'organisation telles que les procédures de recrutement du personnel, la passation de marché, la gestion financière. Il vérifiera si ces procédures sont bien suivies.

### *Le cadre logique détaillé*

*Voir annexe 3*

#### **d) Communication et visibilité de l'I4S/STAREC**

ACIAR va assurer la mise en place de toutes les mesures nécessaires pour assurer la visibilité du projet financé par le Fonds de Cohérence. Il s'agit pratiquement de :

- Au cours de toutes les activités du Projet on devra rappeler aux bénéficiaires, que ce projet est réalisé grâce à l'appui du Starec/ISSSS ;
- Les informations reçues par la presse, les bénéficiaires, les autorités, ainsi que tous les autres produits de visibilité et communication (rapports, publications) feront mention de l'origine des fonds.
- Pendant la mise en œuvre, ACIAR s'engage à récolter les bonnes pratiques du projet pour des finalités de partage et diffusion, en soulignant la contribution de STAREC/ISSSS aux changements positifs intervenus au sein des communautés du Sud Irumu.

#### **e) Budget**

*(voir l'annexe 8).*

*Il s'agira notamment de :*

1. *Fournir une répartition équilibrée des coûts prévus qui sont nécessaires pour exécuter les activités et atteindre les objectifs du projet, en respectant les ratios et les clés de répartition fixées dans les lignes directrices budgétaires.*
2. *Utiliser et respecter les modèles de budget du FCS et les conseils fournis.*
3. *Fournir, dans le **budget détaillé** (voir le canevas en annexe 7), une description narrative synthétique et claire pour chacune des lignes budgétaires (i.e. présentation de l'article budgétaire et de la structure/contenu des coûts budgétés).*
4. *Les organisations soumissionnaires présenteront, outre leur budget détaillé, une **note narrative** de présentation et de justification de certains coûts budgétés. la note narrative comprendra :*
  - a. *La liste du personnel (organisations soumissionnaires + organisations locales partenaires) en distinguant le personnel lié aux activités et le personnel de soutien : poste, brève description des rôles et des tâches, lieu d'affectation (+ préciser « disponible » ou « à recruter »).*
  - b. *Un listing des financements de l'organisation lead (au niveau national) et une justification des proportions budgétisées pour le personnel budgété à temps partiel.*
  - c. *M&E : une synthèse de la stratégie de suivi et évaluation, une présentation du budget total alloué au suivi et évaluation (maximum 5% du budget total : voir point 6) et une brève description des ressources budgétisées (personnel, frais de mission, expertise externe, etc.).*
  - d. *Une synthèse de la répartition des coûts alloués aux différentes organisations de mise en œuvre (membres des consortiums et organisations locales partenaires y compris).*



- e. *Si l'organisation budgétise un véhicule (voir supra): une justification narrative (en quoi est-ce indispensable à l'exécution du projet ?) et une explication de l'utilisation qui sera faite du véhicule après projet.*
5. *Les organisations soumissionnaires présenteront également un **budget récapitulatif** (voir le canevas en annexe 7), structuré sur base des 7 catégories de dépenses suivantes. Personnel et autres employés/ Fournitures, produits de base, matériels/ Equipements, véhicules et mobilier/ Services Contractuels/ Frais de déplacement/ Transferts et subventions/ Frais généraux de fonctionnement et autres couts directs. L'ensemble des coûts présentés dans le budget détaillé doit être intégré dans l'une de ces 7 catégories. En ce qui concerne la ligne budgétaire « personnel », elle inclura l'ensemble des coûts de personnel (personnel liés aux activités et personnel de soutien).*
6. *Chaque projet doit assurer que 15 pour cent des fonds devrait être consacrée pour répondre aux besoins spécifiques des femmes ou des filles, promouvoir l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes. Cela doit être reflété dans le budget par activité ainsi que la section narrative qui l'accompagne. Un budget qui ne répond pas aux exigences ne sera considéré par le Secrétariat (Pour plus d'informations, voir en annexe 9 « lignes directrices pour l'intégration du genre dans les programmes de stabilisation).*



## VI. ANNEXES

### ANNEX 1 : CARTHOGRAPHIE DES INTERVENTIONS DE STABILISATION

Nom de l'organisation	Intitule du projet/ de l'intervention	Brève description du projet	Modalités de collaboration
PAX	<i>Projet CISPE « Pamoja Unawezekana »</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Accompagnement des ILP et NPM ;</i></li> <li>- <i>Transformation des conflits dans les chefferies de Mobala, Andisoma, Bahema D'Irumu et Basili.</i></li> </ul>	<i>Complémentarité des activités pour éviter la répétition.</i>
CAS MONUSCO	<i>MONUSCO</i>	<i>Dialogue avec le traitement des certains conflits complexés dans le Sud Irumu.</i>	<i>Se baser sur les recommandations des Dialogue réalisés pour poursuivre les activités.</i>
ACIAR	<i>PROJET PKA</i>	<i>Traitement de la problématique 1, le processus FRPI. Identification des deux autres grandes problématiques de conflits ; Les problématiques liées à la terre et à l'identité, la problématique des mouvements des populations.</i>	<i>Consolider le résultat du premier projet et traiter deux autres problématiques non touchés au cours du premier projet.</i>



**ANNEXE 2 : PLAN DE TRAVAIL**







### ANNEXE 3 : MATRICE DES RISQUES, DES HYPOTHESES ET DES STRATEGIES DE MITIGATION

<b>Résultat attendu</b> <i>E.g. les objectifs généraux, les objectifs, spécifiques, les résultats, les produits</i>	<b>Description et conséquences du risque associé au résultat</b> <i>Quel est l'impact du risque sur le projet</i>	<b>Probabilité</b> <i>(1 = très improbable, 5 = très probable)</i>	<b>Gravité</b> <i>(1 = faible, 5 = très grave)</i>	<b>Stratégie de mitigation</b> <i>Quelles mesures seront mises en place pour réduire l'impact du risque ?</i>
<b>Produit 1.1.</b> Les conflits liés à la FRPI et les problématiques liées à son Désarmement et Démobilisation sont bien identifiés, analysés et documentés et des pistes de solutions participatives sont proposées dans le plan d'action.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'implication des politiciens (manipulateurs) pour bloquer les processus de traitement des conflits complexes.</li> <li>- La scission au sein de la FRPI qui occasionnerait la coalition avec d'autres groupes armés qui sont dans la région pour bloquer le processus de Désarmement et Démobilisation.</li> <li>- Défis sécuritaires (pillage, coupeurs de route, etc.) qui peut limiter l'accès dans la zone ;</li> <li>- L'indiscipline des éléments FRPI entraîne l'insécurité dans la région.</li> </ul>	<p style="text-align: center;">3</p> <p style="text-align: center;">3</p> <p style="text-align: center;">3</p> <p style="text-align: center;">3</p>	<p style="text-align: center;">2</p> <p style="text-align: center;">2</p> <p style="text-align: center;">3</p> <p style="text-align: center;">3</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le travail de l'engagement politique sera renforcé pour avoir un fort appui politique au niveau de la province et national, visant à décourager les politiciens de profiter de leurs positions politiques pour impacter négativement sur le processus de Dialogue.</li> <li>- Des réunions de sensibilisation avec les leaders de la FRPI, les autorités locales et d'autres leaders de la communauté seront organisées pour les encouragés à maintenir leur unité.</li> <li>- Mettre en place un système d'information régulier sur la situation sécuritaire dans la zone ;</li> <li>- Concerter avec l'état-major de la FRPI sur un plan pour maitriser les indisciplinés de leur groupe.</li> </ul>



<p><b>Produit 1.2.</b> Les Cadres de Dialogue Inclusif et sensible au Genre sont organisés et les résolutions adoptées sont mises en œuvre par les communautés et les autorités à tous les niveaux</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les autorités (locales, Territoriales et provinciales), peuvent bloquer le fonctionnement des cadres de Dialogue pour éviter de se retrouver redevable devant les communautés par leurs absences à ces travaux ;</li> </ul>	2	2	Travailler avec le gouvernement provincial qui aura la tâche de mobiliser les autorités locales pour le bon fonctionnement de cadres de Dialogue dans le cadre du COMPACT
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Persistance de l'insécurité due à la FRPI ou d'autres groupes armés dans la zone ;</li> </ul>	3	3	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plaidoyer auprès de l'état pour le renforcement des positions des forces loyalistes dans la zone ;</li> <li>- Associer les Leaders de la FRPI dans tous les mécanismes de lutte contre l'insécurité</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La tension entre les communautés liée à l'activisme des groupes armés existants (sensibilité liée aux groupes ethniques) ;</li> </ul>	3	3	Un travail de sensibilisation pour la cohésion sociale et cohabitation pacifique (Barza, CCP, etc.)
<p><b>Produit 1.3:</b> Les structures communautaires (ILP, NPM, groupe des jeunes, groupes des femmes, etc.) sont redynamisés, fonctionnelles et capable de soutenir la population à améliorer la cohésion sociale, la prévention et la résolution des conflits</p>	<p>Faible engagement des structures locales, dans le travail de sensibilisation qui risque de donner un résultat aléatoire ;</p>	2	2	Bien travailler avec les structures locales, pour les engager sur la nécessité de leur travail et voir comment accroître leur performance



<p><b>Produit 1.4 :</b> Contribuer à la réduction de vol des bétails</p>	<p>La complicité de certaines personnes impliquées dans le processus (Autorité, Communauté, service de sécurité etc...) avec le réseau des voleurs des bétails</p>	3	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un travail de fond sera fait dans la sélection des membres et opérationnalisation du mécanisme de lutte contre le vol de bétail</li> </ul>
<p><b>Produit 2.1:</b> Les conditions pour les opérations de Désarmement et Démobilisation sont remplies.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficultés de mobiliser les moyens pour réaliser le Désarmement et Démobilisation de la FRPI ;</li> <li>- L'engagement de deux parties (FRPI et le Gouvernement Congolais) de faciliter le processus de Désarmement et Démobilisation de la FRPI ;</li> <li>- Problématique du DDRCS par le Gouvernement ;</li> </ul>	3	4	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plaidoyer au niveau des partenaires pour la mobilisation des moyens selon les besoins exprimés par les différents plans d'actions de DD.</li> </ul>
		3	4	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La nécessité de comprendre l'intention réelle des parties</li> </ul>
		3	3	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accompagner le Gouvernement et la FRPI afin de trouver un terrain d'attente par rapport à la problématique de DDRC</li> </ul>
<p><b>Produit 2.2:</b> Les opérations de Désarmement et Démobilisation sont Facilitées</p>	<p>Faible Sécurisation des opérations Désarmement Démobilisation ;</p>	2	4	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire une bonne analyse pour le choix du site de désarmement et démobilisation ;</li> <li>- Faire le plaidoyer pour que le Gouvernement et les</li> </ul>



				partenaires mettent des moyens pour la sécurisation du site de désarmement et démobilisation ;
<b>Produit 3.1 COMPACT:</b> Les acteurs politiques s'engagent dans le processus de dialogue de manière formelle pour soutenir le processus de désarmement et de démobilisation des éléments FRPI	Faible engagement des acteurs politiques avec des objectifs politiques et non de la Paix	2	2	Accompagner de près les politiciens dans le but d'orienter leurs objectifs vers la Paix.
<b>Produit 3.2 :</b> Plan de communication est formulé et fonctionnel	Les radios locales ne couvrent pas toute la zone ;	2	3	Utiliser les structures locales et les leaders locaux pour la diffusion des messages

